

Procès-Verbal de mise à disposition du local « Office du Tourisme » dans le cadre du transfert de la compétence « promotion du tourisme » à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

ENTRE :

La commune de Grasse, représentée par son Maire Monsieur Jérôme VIAUD, dûment autorisé dûment habilité par délibération du conseil municipal n° 2014-49 en date du 24 avril 2014, ci-après désignée par les termes « la commune »,

D'une part,

ET :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD dûment autorisé par la délibération du conseil communautaire n° DL20140430_200 en date du 30 avril 2014, ci-après désignée par les termes « la communauté d'agglomération »,

D'autre part

PRÉAMBULE

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5216-5 et L.5211-5-III,

VU les trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et les articles L.1321-3 à L.1321-5 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2013 portant création de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2015 portant modification des compétences de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

CONSIDÉRANT que conformément aux dispositions de l'article L.5216-5 du Code général des collectivités territoriales :

« I.- La communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres les compétences suivantes :

1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ; (...) »,

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2015 précité, figure au nombre des compétences obligatoires de la Communauté d'Agglomération la compétence suivante : *« promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ».*

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.5211-5-III du Code général des collectivités territoriales :

« Le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et les articles L.1321-3, L.1321-4 et L.1321-5 » du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT que les trois premiers alinéas de l'article L.1321-1 du Code général des collectivités territoriales disposent que :

« Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire. Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Pour l'établissement de ce procès-verbal, les parties peuvent recourir aux conseils d'experts dont la rémunération est supportée pour moitié par la collectivité bénéficiaire du transfert et pour moitié par la collectivité antérieurement compétente. À défaut d'accord, les parties peuvent recourir à l'arbitrage du président de la chambre régionale des comptes compétente. Cet arbitrage est rendu dans les deux mois. »

Considérant que la promotion du tourisme constitue donc une compétence obligatoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse,

Considérant que pour exercer cette compétence la Ville de Grasse détient un local sis place de la buanderie,

Considérant que, pour les communautés d'agglomération, la mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exercice des compétences transférées est obligatoire,

En application des articles L.5211-5, L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable aux transferts de biens et équipements dans le cadre de l'intercommunalité.

L'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit, à la date du transfert des compétences, à la collectivité ou au groupement antérieurement compétent.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIIT :

Article 1 – Objet

Est constatée par le présent procès-verbal la mise à disposition par la Commune de Grasse à la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse du local « Office du Tourisme » situé place de la buanderie à Grasse

Article 2 – Entrée en vigueur

La présente entrera en vigueur à la date de signature des deux parties.

Article 3 – Consistance et situation juridique du bien

Le bien mis à disposition est constitué des biens du domaine public de la commune indiqués dans l'Etat des biens lequel est annexé aux présentes (Annexes 1).

Plusieurs plans sont également joints (Annexes 1).

Article 4 – Etat du bien

L'état des biens mis à dispositions sont détaillés dans l'Annexe.

La Communauté d'agglomération prendra les locaux dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, la Communauté déclarant les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance. Un état des lieux contradictoire a été dressé le 27 novembre 2017 et est annexé aux présentes.

Article 5 – Effets de la mise à disposition

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse est substituée de plein droit à la commune dans tous les contrats liés à l'entretien et aux réparations nécessaires à la préservation du bien transféré. Elle est désormais détentrice du pouvoir de gestion et assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation.

La Communauté est subrogée à la Commune dans l'exécution des contrats en cours afférents au bâtiment objet des présentes. La substitution vaut pour tous les contrats, notamment ceux concernant des emprunts, des contrats d'assurance ou de location, d'assurances, et ceci dès la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

La Commune constate la substitution et la notifie à son ancien cocontractant.

L'ensemble des contrats en cours est annexé au présent procès-verbal.

Tout appareillage installé mais non lié à la compétence tourisme (ex antennes opérateurs...) ou qui sera installé sur les locaux de l'office du Tourisme demeurent propriété de la Ville et ne sont pas mis à disposition.

Article 6 – Prix de la mise à disposition

Le bien est mis à disposition gratuitement par la commune.

Néant.

La mise à disposition prendra fin lorsque le bâtiment mis à disposition ne sera plus affecté à la mise en œuvre de la compétence Tourisme. Ce bien désaffecté retournera dans le patrimoine de la Commune, qui recouvrera alors l'ensemble de ses droits et obligations.

La mise à disposition prend fin lors de la désaffectation des biens à la compétence Tourisme conformément à l'article L.1321-3 du Code général des collectivités territoriales, du retrait de la Commune de Grasse ou de la dissolution de la Communauté.

La présente mise à disposition est constatée dans les comptes des deux collectivités tel que suivant :

Fait en 4 exemplaires à Grasse le

Annexe n°1 : Etat descriptif et plan du Local OT – place de la buanderie ;

Annexe n°2 : Echéancier emprunt ;

Annexe n°3 : Contrats de fluides.